

C'est avec grand optimisme que le Parti vert du Québec se positionne en faveur du bannissement des sacs à usage unique sur le territoire de la Ville de Montréal, dans le cadre de la consultation publique sur les enjeux et les impacts du bannissement des sacs d'achats à usage unique.

Nous aimerions féliciter l'administration Coderre pour sa volonté de mettre cet enjeu important de l'avant en consultant les citoyens, et bien sûr, à faire aboutir ce projet .

Mise en contexte

L'utilisation des sacs en plastique à usage unique constitue un gaspillage flagrant de nos ressources naturelles. Plusieurs villes à travers le monde ont pris l'initiative de bannir ces sacs dans une perspective de sagesse écologique et pour réduire les coûts de gestion des matières résiduelles.

L'ampleur des problèmes environnementaux nous oblige à prendre des actions concrètes afin de réduire notre consommation de ressources naturelles, et surtout du pétrole. La surconsommation de plastique dans nos vies quotidiennes représente une source majeure de pollution de l'atmosphère avec des GES, de l'eau et du sol avec le pétrole, ainsi que les écosystèmes avec des fragments de plastique et des produits chimiques.

Selon les statistiques de l'industrie du plastique au Québec chaque citoyen consomme une moyenne de 122 sacs en plastique par année. Ces sacs sont utilisés en une moyenne de 20 minutes et prennent jusqu'à 400 ans pour se dégrader dans la nature.

Les villes exemplaires

La ville de Deux Montagnes a banni les sacs en 2009. Malgré les craintes de certains épiciers, les clients se sont rapidement adaptés au changement. Parmi les dizaines de villes en Amérique du Nord qui sont allées jusqu'au bout avec l'interdiction des sacs , aucune n'a fait marche arrière.

Les préoccupations des citoyens

Parmi les critiques qui reviennent le plus souvent envers le bannissement des sacs en plastique à usage unique est l'argument que ces sacs ont également un deuxième usage comme sac de poubelles ou pour ramasser les débris de chiens.

Ce qu'il ne faut surtout pas perdre de vue c'est le fait que parmi l'ensemble des milliards de sacs distribués chaque année, seulement une très infime partie va avoir une deuxième vie dans la cuisine ou pour promener des chiens. Si les citoyens achetaient uniquement des sacs pour les poubelles et les sacs biodégradables pour les chiens, le problème de surconsommation de plastique s'en trouverait déjà réduit.

Les préoccupations des entreprises

Malgré le fait que certaines entreprises soit préoccupées par l'impact négatif qu'un bannissement pourrait avoir sur leur chiffre d'affaires, les expériences des entreprises ont été de ce fait examinées dans le document de consultation de la commission. Ce document soutient que le bannissement est plutôt une proposition rentable pour les entreprises qui n'auront plus à procurer et fournir des milliers de sacs gratuitement à leur clientèle.

Le bannissement est une politique qui s'applique à l'ensemble des vendeurs et donc les entreprises n'ont pas à bannir les sacs dans leurs magasins avant leurs concurrents. Les actions collectives sont la meilleure façon de s'attaquer au problème des sacs.

Manque de crédibilité de l'industrie du plastique

Comme dans toute transformation d'habitudes il y a parfois un impact négatif sur certaines industries. Il est incontournable que, face aux changements climatiques, la dégradation des écosystèmes mondiaux, et une croissance extrême en terme de population, que les industries du pétrole et du plastique soient soumises à une réglementation plus robuste de la part des gouvernements.

Le fait que l'industrie du plastique prenne la parole pour dénoncer la réglementation et le bannissement des sacs en plastique est prévisible. La Ville de Montréal a le devoir de prendre des décisions dans les intérêts des citoyens et non pas pour plaire au lobby pétroplastique.

Dans plusieurs villes l'industrie du plastique s'est tournée vers les tribunaux pour contester les règlements municipaux dans une tentative d'intimidation des administrations municipales afin qu'ils abandonnent leurs projets de réglementation.

Changer les habitudes

Nous savons tous qu'un changement majeur de notre style de vie collectif sera nécessaire pour combattre les changements climatiques et le saccage de nos écosystèmes. Dans ce contexte, le changement que constitue le fait de devoir amener ces propres sacs ou de transporter nos achats avec des sacs réutilisables est tout à fait raisonnable. Montréal devrait être un leader mondial dans la lutte contre les changements climatiques et la surconsommation de ressources naturelles.

Les alternatives

Selon les informations fournies par Recyc-Québec, les **sacs réutilisables** faits en polyéthylène sont plus rentables écologiquement à partir du quatrième usage. Plusieurs détaillants dans les villes qui ont adopté une interdiction offre des boîtes en carton aux clients qui n'ont pas leurs sacs. N'oublions pas que la quasi totalité des produits qui entrent dans un magasin sont transportés dans des boîtes en carton qui pourraient servir aux clients, et ceci à coût nul.

Recommandations

Le Parti vert du Québec appuie le bannissement des sacs en plastique combiné à une tarification des autres sacs d'achats à usage unique.

La tarification pour des sacs alternatifs devrait débuter à \$0.30 et augmenter de \$0.10 par année sur trois ans, suivis d'un bannissement complet. Il est question de fixer un prix plus élevé que la tolérance des consommateurs à payer pour un sac à l'usage unique.

Tableau 1 : Extrait de l'analyse d'une majoration de la tarification des sacs, *Office of Economic Analysis, San Francisco, 2013*

Ville ou pays	Date	Type de sacs visés	Tarification	Réduction de la consommation
Irlande	2002	Plastique	0,22 € (environ 0,23 \$ USD)	90 %
Washington DC	2010	Plastique et papier	0,05\$ USD	60 %
Danemark	1994	Plastique et papier	Entre 0,03\$ et 0,12\$ USD	66 %
Taiwan	2007	Plastique	0,10\$ USD	68 %
Victoria (Australie)	2008	Plastique	0,10\$ USD	79 %

Source: Rapport final sur les enjeux et les impacts du bannissement des sacs d'achats à usage unique - Ville de Montréal (page 19)

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus, une réduction de 90% aurait été observée en Irlande en raison d'une tarification d'environ \$0.25 par sac en 2002. Il est donc plausible d'imaginer qu'à Montréal l'imposition d'une tarification de \$0.30 des 2016, suivie d'une hausse de \$0.10 par année permettra à la ville de drastiquement réduire notre consommation de sacs à court terme et de les interdire complètement d'ici 2019.

Bien informer la population

De nombreuses études démontrent l'utilité d'informer le public sur les raisons de l'interdiction des sacs ainsi que les alternatives disponibles. Certaines villes tel qu' Austin au Texas ont imposé aux détaillants de poser des affiches dans les stationnements, les entrées et à la caisse des détaillants rappelant à la clientèle qu'elle doit apporter ses sacs réutilisables.

Agir rapidement

La ville de Montréal est bien placée pour devenir la première métropole canadienne à bannir les sacs en plastique. Montréal a la chance d'être un leader mondial dans la lutte contre les changements climatiques, la surconsommation et le gaspillage de nos ressources naturelles. L'interdiction des sacs en plastique à usage unique serait un geste concret pour lutter en ce sens.

Ne pas céder à les menaces de poursuite de l'industrie pétroplastique

Malgré le fait que l'industrie ait eu recours à de nombreuses actions juridique contre les conseils municipaux qui ont interdit, ou qui ont considéré interdire les sacs en plastique, aucun jugement n'a été prononcé en leur faveur. De plus, le rapport final de la Ville de Montréal démontre que les usines de production de sacs en plastique sont capables de s'adapter aux reglements sans fermetures ou à faire face à d'importantes contraintes économiques.

Réglementer la production et l'usage des sacs réutilisables

La Ville doit établir des normes robustes concernant les sacs réutilisables afin qu'ils soient d'une certaine qualité et qu'ils puissent servir pour un minimum d'au moins 100 utilisations. Cela éviterait le recours au sac « réutilisable » qui se dégrade après quelques usages et qui risquerait d'avoir un impact environnemental encore plus important que les sacs en plastique d'usage unique.

Le temps est venu de mettre les sacs derrière nous. Le Parti vert du Québec soutient le bannissement des sacs en plastique combiné à une importante tarification des autres sacs à usage unique.